Face aux difficultés de l'activité et de l'emploi

Rompre pour une nouvelle croissance émancipée de la Finance

Fabien Maury

La croissance est très ralentie, le chômage de masse perdure et la précarité progresse, particulièrement dans la zone euro. Face à ce défi, la droite et les dirigeants européens tentent des réformes réactionnaires, cherchant à récupérer les besoins de sécurisation de toutes les catégories de travailleurs. Cette situation offre une opportunité sans précédent pour chercher à rassembler l'ensemble des salariés autour d'axes de transformations sociales radicales.

Où en sommes-nous après la crise profonde de la croissance mondiale de 2001 et 2002 ?

Depuis 2003, une reprise de l'activité s'est engagée. Elle demeure limitée. Elle se caractérise par une violente montée des profits et des taux de profits des groupes multinationaux, une nouvelle flambée de l'inflation financière, la faiblesse des créations d'emplois. Cette situation touche toute la planète même s'il existe des différences. Ainsi, les économies de la zone euro poursuivent leur décrochage de la croissance mondiale.

Les profits des entreprises aux Etats-Unis et en France

● Aux Etats-Unis, **les profits ont progressé de 24% depuis fin 2004, la part des profits dans le Pib est à son plus haut niveau depuis 1968.**

● En France, **le bénéfice net des groupes du CAC 40 ont progressé de 23% en 2005 pour atteindre 80 milliards d'euros après 65 milliards d'euros en 2004 et 35 milliards d'euros en 2003. D'après Marc Touati (1) 70% de leurs chiffres d'affaires et 80% de leurs bénéfices sont réalisés hors de France.**

● **En 2004,** les groupes du CAC 40 **ont recueilli 10 milliards d'euros en Bourse mais ils ont versé 20 milliards d'euros aux marchés financiers par le biais des dividendes versés aux actionnaires, aux rachats d'actions qui servent à augmenter le rendement de ces titres financiers etc. En tout, la ponction des marchés financiers sur l'activité réelle de ces groupes a été de 10 milliards d'euros. De 2000 à 2004, ces groupes ont supprimé 8% de leurs effectifs.**■

Quelles sont les raisons essentielles à une telle situation ?

Cela renvoie à l'utilisation des nouvelles technologies par les capitalistes, particulièrement les grands groupes. Ils utilisent les énormes gisements de productivité des technologies informationnelles pour maximiser la rentabilité. Cela se fait contre l'emploi, contre les salaires, contre le développement des capacités humaines. Cela signifie que, pour créer le même nombre d'unités de produits, on utilise beaucoup moins d'heures de travail en emplois directs et en moyens matériels de production. Ce mouvement, très rapide dans l'industrie, touche désormais les services avec, à la clé, une bien moindre création d'emplois dans ce secteur. En règle générale, les créations d'emplois dans les services n'arrivent plus à compenser suffisamment l'hémorragie de postes dans l'industrie.

La productivité apparente du travail(2)

En France, dans l'industrie manufacturière, la productivité apparente du travail a cru de 5,9% en 2004 puis de 4,1% en 2005.■

Cela renvoie aussi à la mise en concurrence sauvage avec les populations nombreuses et surexploitées des pays en développement et émergents. Tout cela engendre à l'échelle mondiale, une pression générale sur les niveaux de salaire et les dépenses nécessaires au développement des capacités humaines. Il en résulte une insuffisance permanente de la demande mondiale. Celle-ci accentue la guerre concurrentielle et le recours aux technologies informationnelles ou/et aux bas coûts salariaux des pays émergents pour défendre ou conquérir des parts de marché. Au total, la montée très brutale des profits ne sert que pour une part mineure à accroître les capacités réelles de production (déjà excédentaires relativement à la demande solvable), alimentant surtout l'accumulation financière, la spéculation et l'inflation immobilière.

Bourse, inflation immobilière, fusions-acquisitions

● **CAC 40 (Paris) : +23% ; Nikkei 225 (Tokyo) : +40% ; DJ Euro Stoxx 50 (indice synthétique des Bourses européennes) : +21%.**
● **En France, de 1998 à 2004, les prix des logements anciens ont augmenté de 86%.**
● **En Europe, en 2005, les opérations de fusions-acquisitions ont progressé de 75%, atteignant près de 700 milliards d'euros.** ■

Cela prépare, à l'horizon 2010-2012, une probable rechute de l'activité mondiale dans de très graves difficultés, avec l'explosion d'une nouvelle crise de suraccumulation réelle et financière, et sans doute les tensions sur le dollar et en Chine.

Dès lors, l'un des enjeux fondamentaux de la période ne doit-il pas être de faire avancer le plus possible l'exigence majoritaire de solutions de transformations sociales radicales visant un nouveau type de croissance et rompant avec les cercles vicieux de la croissance financière et du chômage ?

Aux Etats-Unis, une croissance très profitable aux grands groupes.

La croissance a ralenti au dernier trimestre 2005. En 2006, elle devrait toutefois se maintenir au-dessus de 3%. Après l'affaiblissement lié aux destructions cycloniques, les créations d'emplois ont retrouvé leur rythme des deux premiers trimestres, le chômage reculant en-dessous de 5%.

Cependant, cette croissance profite essentiellement aux groupes. Selon le *New York Time* « *les entreprises ont réalisé des profits phénoménaux mais ils ont été essentiellement utilisés pour enrichir les actionnaires, pas pour créer des emplois et augmenter les salaires* (3)». Entre septembre 2004 et septembre 2005, le pouvoir d'achat des salaires aurait reculé de 1.5%. Le coût unitaire du travail en proportion de la valeur ajoutée recule. La consommation des ménages demeure dynamique soutenue par le recours massif au crédit bancaire.

Cependant, des éléments de fragilité subsistent : faiblesse du taux d'épargne, déficit extérieur colossal, taux d'intérêt à court terme désormais supérieurs aux taux à long terme.

Commerce extérieur et mouvements de capitaux

Déficit commercial et entrées nettes de capitaux ont atteint un niveau record aux Etats-Unis en octobre 2005. Les entrées nettes de capitaux (entrées – sorties) = +75 milliards de dollars ; Le déficit commercial (exportations – importations)= - 69 milliards de dollars. ■

De tels déséquilibres ne peuvent pas durer pour l'éternité. Un moment viendra où l'ampleur des déficits américains sera telle que les créanciers des Etats-Unis, notamment l'Europe et les pays émergents, perdront confiance et retireront leur mise. Une chute non maîtrisée du dollar pourrait alors se produire avec une violente remontée des taux d'intérêt Outre-atlantique, risquant de plonger le monde entier dans la récession. Ce scénario est certes extrême, et donc pas le plus probable, cependant certaines de ses caractéristiques essentielles tendent à se mettre en place avec, notamment l'accumulation de réserves en dollars et en bons du Trésor des Etats-Unis dans les coffres des banques centrales des pays émergents, particulièrement la Chine et les pays producteurs de pétrole.

Sortir de ces antagonismes exigerait, de la part de l'Europe notamment, une volonté de s'émanciper du dollar en coopérant beaucoup plus étroitement avec les pays émergents pour une promotion des biens communs à l'humanité et une transformation très profonde du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) dans la visée d'une monnaie commune mondiale pour un co-développement des peuples.

Tableau 1 : La croissance du Pib

	2004	2005
Etats-Unis	+4.2%	+3.5%
Japon	+2.7%	+2.5%
Zone euro	+1.8%	+1.4%
Allemagne	+1.6%	+0.9%
France	+2.1%	+1.4%
Chine	+10.4%	+9.9%

Source : Insee, Banque de France

Zone euro, Allemagne, France : le décrochage.

Dans la zone euro, la croissance et l'emploi sont plus dégradés que dans le reste de l'Union européenne (UE) qui est elle-même à la traîne des Etats-Unis et des pays émergents.

En 2006, l'activité de la zone euro devrait connaître un rebond, médiocre, autour de 2%, de nouveau largement inférieure à celle des autres régions du monde.

Si l'orientation est meilleure, les signes de reprise soutenue sont invisibles. La production industrielle est erratique. Le taux de chômage officiel s'est replié mais les perspectives d'embauches sont très mesurées y compris dans le secteur des services. Soumis à une concurrence acharnée, les salaires réels stagnent. Ces deux facteurs expliquent la faiblesse de la consommation.

L'investissement des entreprises reste inférieur au niveau des cycles précédents, malgré des conditions de financement relativement favorables, des profits abondants.

Selon la BNP, la profitabilité des entreprises s'est considérablement améliorée en 10 ans en raison de la faible croissance des salaires réels bien inférieure aux gains de productivité. Dans ces conditions, le partage de la valeur ajoutée en Europe se fait de plus en plus en faveur des entreprises tout particulièrement des grands groupes qui bénéficient du faible coût des crédits bancaires et du faible coût réel de la dette de marché pour des investissements financiers massifs. En Allemagne, la situation semble s'améliorer, notamment avec un regain de la production industrielle soutenue par des exportations record. Mais, la croissance demeurerait inférieure à 2% en 2006.

La consommation reste faible (elle a reculé au troisième trimestre 2005), bridée par l'ampleur du chômage et le

ralentissement des salaires. Certes, les destructions nettes d'emplois ont stoppé mais sans que les créations d'emplois accélèrent.

La baisse du taux de chômage officiel est le fait de petits boulots subventionnés à 400 euros et des emplois à temps partiel qui ont progressé de 25% depuis 2000.

En France, le gouvernement espérait à la rentrée que la croissance serait de 2% en 2005 et de 2,5% en 2006. Las, elle sera de 1,4% cette année et sans doute proche de 2% l'an prochain.

Selon A. Henriot, président du centre d'observation économique (COE), si « *la situation de l'économie française est meilleure et moins fragile, elle n'indique pas que l'économie française va bien* ». La tendance de la croissance demeure fragile. L'emploi progresse marginalement, la production industrielle demeure atone et la consommation des ménages a chuté en décembre.

Nous serions désormais à un taux de chômage de 9,5% de la population active.

L'Insee prévoit pour 2006 un recul jusqu'à 9,2%. En réalité, cette décrue est largement statistique : les radiations autoritaires et le découragement des chômeurs y contribuent pour beaucoup. En même temps, la multiplication par le gouvernement des contrats aidés très précaires et à bas coût salarial y concourre aussi. Au final, la réalité du chômage et de la précarité est toujours aussi dure.

Les dirigeants socialistes, M. Aubry notamment, ajoutent à ces facteurs de décrue l'effet de la fin du « baby boom » avec les départs massifs en retraite des salariés de ces classes d'âge. Ils contribuent ainsi à crédibiliser l'idée selon laquelle le chômage serait appelé à réduire jusqu'à un « niveau supportable » (le plein-emploi) grâce aux effets « mécaniques » du vieillissement démographique.

C'est aussi un argument que reprend N. Sarkozy, lui-même, pour promettre « *le plein-emploi en France pour 2015* », c'est-à-dire un taux de chômage officiel de 5% (plus de 1,5 million de chômeurs officiels). En réalité, loin d'être une terre promise, cette situation, si tant est qu'on l'atteigne, signifierait une très grande précarité des salariés dans l'emploi, des travailleurs en retraite et de la demande intérieure française. Cela s'opposerait à la création d'emplois et à l'essor des qualifications, avec une croissance très ralentie.

D'ailleurs, le recul du chômage officiel en France n'est pas du tout explicable par la création d'emplois. Celle-ci n'a été que de 0,1% sur un an dans le secteur privé, les entreprises continuant à privilégier les économies de main-d'œuvre et les délocalisations.

En effet, confrontés à une croissance trop faible en France et en Europe, les grands groupes vont la chercher là où elle est beaucoup plus rapide : aux Etats-Unis et dans les pays émergents. Cela accentue les suppressions d'emplois et mine plus profondément la croissance sur le « Vieux continent ».

Tableau 2 : Les créations d'emplois, le taux de chômage

	2004	2005
Emploi		
Etats-Unis	+1.3%	+1.7%
Zone euro	+0.7%	+0.6%
Allemagne	+0.4%	+0.1%
France	-0.1%	+0.4%
Taux de chômage (en décembre)		
Etats-Unis	5.4%	4.9%
Zone euro	8,8%	8.4%
Allemagne	12,1%	11.1%
France	10.0%	9.5%

Source : Insee, Banque de France

L'orientation de la construction européenne en cause

Malgré les votes majoritaires contre le Traité, les dirigeants de l'UE redoublent d'efforts dans la mise en œuvre des politiques ultra-réactionnaires que ce texte devait institutionnaliser.

C'est vrai s'agissant de la dépense publique et sociale cadenassée par un Pacte de stabilité dont l'objectif essentiel demeure son freinage continu.

Cette exigence est intenable en pratique par les principaux pays concernés. Elle demeure cependant inscrite dans tous les choix de programmation pluriannuelle des Finances publiques à l'horizon 2008 arrêtés par les gouvernements avec la Commission européenne (CE). Ce n'est pas R. Prodi qui contestera une telle orientation. Il vient de confirmer dans le programme commun de la gauche italienne que le futur gouvernement italien respectera les contraintes du Pacte. Les rationnements répétés concernent des postes comme la Santé, l'Education, la Recherche, la Culture, le Logement etc.

Cela contribue directement à l'affaiblissement du potentiel de croissance de chaque pays de l'Union et donc, à ralentir les rentrées d'impôts et de cotisations sociales, avec, au bout du compte, le creusement des déficits et l'accumulation des dettes.

Dans le même temps l'orientation du crédit bancaire est cadenassée par la Banque centrale européenne (BCE) dont l'objectif prioritaire demeure «la stabilité des prix» des marchandises et des services afin de soutenir les taux de profit.

Certes, les taux d'intérêt demeurent à un niveau historiquement faible. Cependant, relativement à la croissance réelle, ils sont beaucoup plus élevés au sein de la zone euro qu'aux Etats-Unis. Cela engendre une pression continuelle